

# La filière laitière en Pays de la Loire

## Contexte et enjeux

**a**GRICULTURES  
& TERRITOIRES  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
PAYS DE LA LOIRE

TERRES d'**a**VENIR



Cette publication a été réalisée par Eliane Moret, chargée d'études au sein du Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire.

Les principales sources mobilisées sont :

- au niveau régional : des données statistiques collectées auprès de la DRAAF, la MSA, Boviloire, et la CRCI,
- au niveau national et au delà : les statistiques et études publiées par le Ministère de l'Agriculture, FranceAgrimer , l'Idèle, le CNIEL, ainsi que l'Observatoire Européen du Lait.



## **5 Introduction**

## **6 Le contexte de la filière**

**6** Marché international en plein développement depuis le milieu des années 2000

**10** Débouchés du lait français : croissance des exportations vers pays tiers

**12** La filière française investit et se structure

## **16 La filière laitière régionale**

**16** Une production en hausse depuis dix ans

**18** Des entreprises de transformation nombreuses et diversifiées

**23** Relations dans la filière laitière : les producteurs en voie d'organisation

**24** Enjeux et perspectives pour la filière régionale

**25** Analyse SWOT du secteur laitier ligérien

## **26 Conclusion**

## **27 Annexe : groupes et sites laitiers présents en Pays de la Loire**





Depuis l'assouplissement progressif des quotas laitiers à partir de 2007 jusqu'à leur suppression fin mars 2015, la région des Pays de la Loire a connu une dynamique de développement laitier soutenue, marquée par de nombreux investissements tant au niveau des entreprises de transformation que des élevages.

Cette dynamique a permis à la région de saisir des opportunités sur un marché mondial en forte croissance, alors que la demande intérieure et européenne est relativement stable.

Après un tour d'horizon du contexte national, européen et international, cette étude resitue la place des Pays de la Loire sur ces marchés, ainsi que les nombreuses adaptations que la filière a su mettre en œuvre depuis une dizaine d'années. Elle conclut sur les défis à relever pour les années à venir, et plus particulièrement le défi démographique auquel est confronté l'élevage laitier ligérien, avec le départ en retraite de 43 % des éleveurs à l'horizon 2027. Pour y faire face, la filière devra renforcer son attractivité, en particulier sur le plan des conditions de travail (qualité de vie et rémunération).



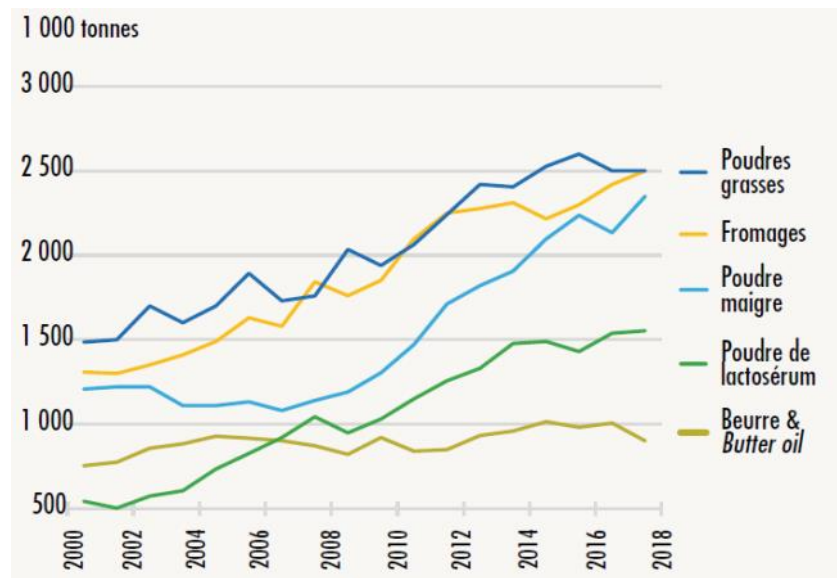
### Marché international en plein développement depuis le milieu des années 2000

**Un marché mondial  
tendanciellement porteur...  
mais soumis à des aléas**

Depuis le milieu des années 2000, les débouchés mondiaux sont en pleine expansion, avec une croissance de la demande de l'ordre de 2 % par an en moyenne. Cette progression n'est toutefois pas linéaire, comme l'a montré la crise de 2009 (scandale sanitaire en Chine), puis le ralentissement des achats en 2015-16, avant le retour vers un marché mieux orienté depuis 2017.

Les fluctuations de la demande sont à l'origine d'une forte volatilité des prix mondiaux. Cette volatilité touche désormais l'Union européenne, en raison de la réduction progressive des mécanismes régulateurs du marché (intervention en baisse, aides à l'exportation progressivement ramenées à zéro).

#### Echanges internationaux de produits laitiers



Source : GEB - Institut de l'Elevage, d'après ATLA & Trade Map

**L'Asie, moteur de la  
demande internationale**

A ce jour, les échanges mondiaux représentent 10 % de la production mondiale. Ils sont encore attendus en hausse dans les années à venir. Le continent asiatique, Chine en tête, est le moteur de la demande mondiale. A lui seul il absorbe 60 % des échanges internationaux. Les autres acheteurs principaux sont la Russie, les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, l'Algérie, le Japon et le Mexique.

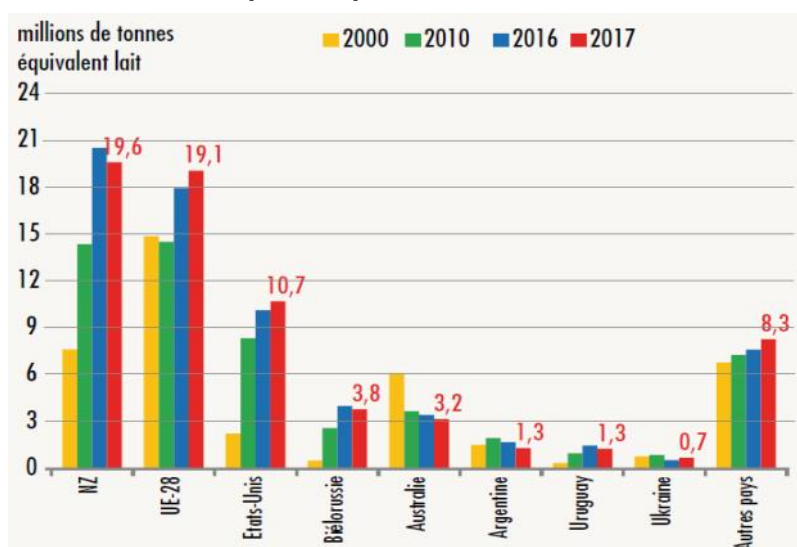
Fromages et poudres (dont poudres infantiles) arrivent en tête des produits les plus échangés. Sur la période récente, la demande chinoise tend à se diversifier avec un élargissement vers le beurre (destiné à la fabrication de pâtisseries), le fromage industriel et les yaourts.

En 2017, la Nouvelle-Zélande était le premier fournisseur du marché chinois (38 % des importations chinoises en valeur), devant les Pays-Bas (14 %) et la France (9 %).

## L'Union européenne, acteur majeur dans l'équilibre des marchés laitiers

Depuis la suppression des quotas laitiers, l'Union européenne assure avec la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis, l'essentiel du surplus des échanges mondiaux. Deuxième exportateur mondial derrière la Nouvelle-Zélande, elle a connu une envolée de sa production après 2009.

### Principaux exportateurs mondiaux



Source : GEB - Institut de l'Elevage, d'après FAO & Trade Map

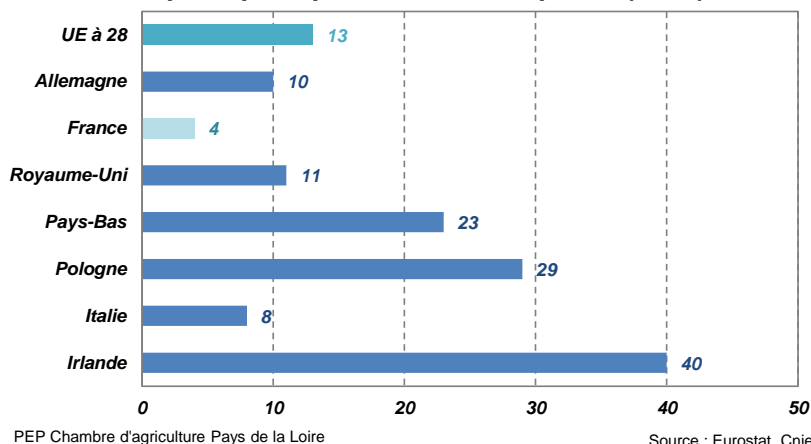
Son marché intérieur étant aujourd'hui mature, la croissance de la production européenne est essentiellement destinée à l'exportation, qui représente l'équivalent de 13 % des volumes collectés.

Les importations de l'UE sont par contre limitées (0,7 % de la consommation) : elles correspondent généralement à des contingents à droits réduits ou nuls, ouverts dans le cadre d'accords bilatéraux.

## Des spécificités françaises au sein de l'Union européenne

Depuis 2010, la France (deuxième producteur européen derrière l'Allemagne, avec respectivement 24,5 et 31,9 millions de tonnes collectés en 2017) a vu sa collecte progresser plus modérément que celle des autres pays européens: +4 % en sept ans, alors que la moyenne européenne se situait à +13 %.

### Evolution de la collecte 2017/10 chez les principaux producteurs européens (en %)



Cette évolution s'explique notamment par des stratégies différentes entre les grandes entreprises coopératives d'Europe du Nord, et les entreprises privées plus présentes en France.

Très présentes dans les pays du Nord de l'Europe, les coopératives ont fait le choix de développer la collecte sur leur territoire pour répondre à la demande internationale.

C'est ce qui explique la progression assez nette de la collecte depuis 2010 en Irlande, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Pologne et en Allemagne.

A l'inverse, les groupes privés, qui prédominent dans la transformation française (55 % de la transformation laitière), sont généralement plus attachés à la maîtrise des volumes produits, et ils ont privilégié les implantations à l'étranger pour asseoir leur rayonnement international.

### Les transformateurs français, bien placés parmi les acteurs mondiaux

Les groupes français Lactalis, Danone, Sodiaal, et Savencia figurent parmi les plus gros opérateurs mondiaux, au côté des autres leaders européens Friesland Campina, Arla Foods et DMK.

Lactalis arrive en deuxième position derrière Nestlé (en incluant les crèmes glacées dans le chiffre d'affaires de ce dernier). Lactalis est passé en 2017 devant Danone, à qui il a racheté les yaourts Stonyfield aux Etats-Unis.

Acteurs mondiaux du marché laitier : Top 20				
Rang	Leaders laitiers mondiaux	Pays	Statut	CA 2017 en milliards d'euros
1	Nestlé	Suisse	Privé	21,4
2	<b>Lactalis</b>	<b>France</b>	Privé	<b>17,7</b>
3	<b>Danone</b>	<b>France</b>	Privé	<b>15,5</b>
4	Dairy Farmers of America	USA	Coopératif	13
5	Fonterra	Nelle Zélande	Coopératif	12,1
6	Friesland Campina	Pays Bas	Coopératif	12
7	Arla Foods	Danemark/Suède	Coopératif	10,3
8	Saputo	Canada	Privé	9,6
9	Yili	Chine	Privé	8,8
10	Mengniu	Chine	Privé	7,8
11	Dean Foods	USA	Privé	6,7
12	Unilever	Pays Bas	Privé	6,2
13	DMK	Allemagne	Coopératif	5,8
14	Kraft Heinz	USA	Privé	5,5
15	Meiji	Japon	Privé	5,1
16	<b>Sodiaal</b>	<b>France</b>	Coopératif	<b>5,1</b>
17	<b>Savencia</b>	<b>France</b>	Privé	<b>4,9</b>
18	Müller	Allemagne	Privé	4,5
19	Agropur	Canada	Coopératif	4,5
20	Schreiber Foods	USA	Privé	4,4

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source: Rabobank - Juin 2018

Les Etats-Unis comptent quatre entreprises dans le Top 20 mondial et le Canada, deux. Fonterra, leader néozélandais, se positionne au cinquième rang mondial.

En Asie, les entreprises chinoises Yili et Mengniu sont en bonne place dans le classement (respectivement neuvième et dixième rang), ainsi que l'entreprise japonaise Meiji (quinzième rang).



## Au cours des vingt dernières années, le paysage mondial laitier s'est radicalement transformé

Alors qu'en 2017, on recense trente deux groupes laitiers qui dégagent un chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards de dollars, ils n'étaient que onze en 1996 (source : Cniel). Le nombre des acteurs s'est fortement accru en vingt ans, mais aussi leur origine géographique : quatorze nationalités contre sept en 1996, ainsi que leur chiffre d'affaires (multiplié par trois en raison de la croissance de la production mondiale).

Alors qu'en 1996, ces groupes avaient tous leur siège social dans des pays industrialisés, les pays émergents ont, depuis cette date, gagné des places dans le classement, en particulier la Chine, l'Inde et le Mexique. En Chine, les groupes Yili et Mengniu ont multiplié leur chiffre d'affaires par neuf en dix ans. Le chiffre d'affaires du groupe Amul, en Inde, a été multiplié par cinq sur la même période pour atteindre 3,5 milliards de dollars aujourd'hui.

Les groupes occidentaux ont également enregistré une forte croissance, notamment Lactalis, ainsi que les groupes canadiens Agropur et Saputo. Ils ont fortement internationalisé leur activité vers les Etats-Unis, l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique, afin d'élargir leurs débouchés. Inversement, c'est pour trouver de nouvelles sources d'approvisionnement, que les groupes chinois investissent de plus en plus à l'étranger (France, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, Israël).

En termes de fabrication, après une phase d'investissements importants dans les ingrédients secs, les opérateurs européens et mondiaux se tournent désormais davantage vers les fromages.

### De nombreux accords bilatéraux en négociation

Dans un contexte de négociations multilatérales à l'arrêt, les accords bilatéraux se multiplient.

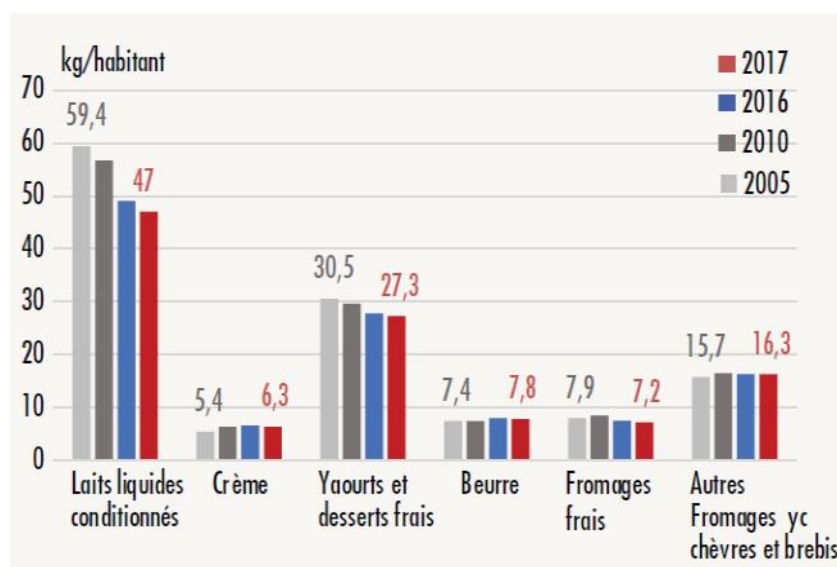
- Le CETA, accord UE-Canada, a été signé fin 2016, et est entré en application sous un régime transitoire fin 2017 (dans l'attente de la ratification par les parlements européens nationaux). Des retombées positives en étaient attendues par l'Union européenne pour le secteur laitier. Dans les faits, seul 27 % du contingent ouvert à l'Europe pour les fromages (18 500 tonnes d'ici six ans) est à ce jour utilisé, en raison d'une administration très restrictive par les autorités canadiennes.
- En juillet 2017, un accord de partenariat économique a également été signé avec le Japon, pays fortement déficitaire au plan agricole et agroalimentaire, et pratiquant des droits de douane très élevés (92 % sur les fromages). Cet accord s'annonce avantageux pour les filières agroalimentaires européennes et françaises. Dans le secteur laitier, le Japon s'approvisionne aujourd'hui majoritairement auprès de ses voisins océaniques (pour 40 %). Pour renforcer sa présence, la France envisage de concentrer ses efforts sur les fromages d'appellation et les produits à plus forte valeur ajoutée (beurre, crème).
- Au-delà de ces deux accords dont le potentiel serait positif pour nos échanges, d'autres s'annoncent beaucoup plus menaçants. Des négociations pourraient ainsi s'ouvrir avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande en fin d'année, avec des effets fortement négatifs sur les filières viande et lait. Même chose avec le Mercosur.
- Positive par contre, la signature en mai 2018 d'un accord rénové UE – Mexique (précédent accord signé en 2000). Le Mexique est en effet un des plus gros importateurs mondiaux de produits laitiers (en particulier poudre de lait écrémé et fromages). Cet accord fera l'objet de discussions techniques sur ses modalités en 2018 et pourrait être ratifié courant 2019.
- Quant au Brexit en cours de négociation, il sera perturbateur pour les échanges extra et intra UE. Selon les scénarios retenus, les droits de douane pratiqués par le Royaume Uni pourraient remonter plus ou moins nettement. Ils sont susceptibles d'atteindre 41 % sur les produits laitiers en cas de « Hard Brexit ». La France est le deuxième fournisseur de produits laitiers du Royaume Uni, derrière l'Irlande. Ses exportations pourraient donc s'en trouver impactées directement, ou indirectement, du fait de la réorientation des exportations irlandaises vers d'autres pays européens.

### La consommation intérieure française plafonne

La consommation française de lait liquide fléchit en France depuis plusieurs années, principalement par suite de la désaffection des jeunes (en particulier au petit déjeuner). Même tendance pour les produits frais.

La consommation de fromages résiste par contre mieux, car le recul des achats de fromages à plateau est compensé par l'essor des fromages ingrédients destinés à la restauration rapide (mozzarella par exemple).

### Evolution de la consommation individuelle de produits laitiers en France



Source : GEB - Institut de l'Elevage, d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

Par ailleurs, les produits laitiers subissent une concurrence croissante de la part des produits végétaux (boissons à base de soja, d'amande...), sur lesquels la plupart des transformateurs se positionnent. Le lait de vache est également concurrencé par le lait de chèvre et le lait de brebis dont la demande augmente.

### Les échanges restent largement excédentaires mais ils se dégradent avec les pays européens

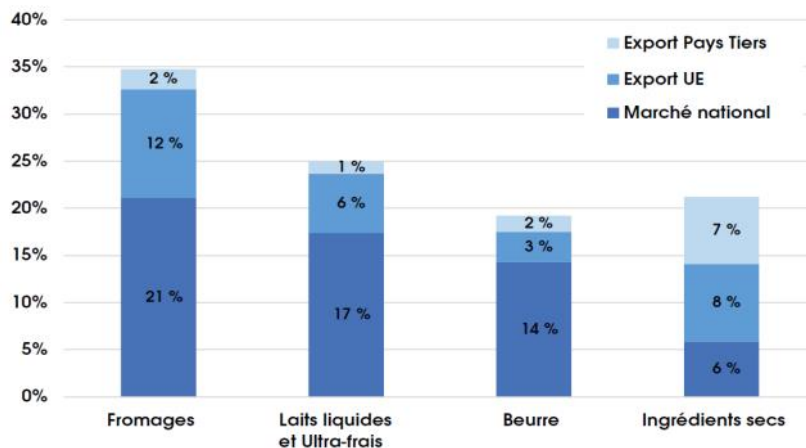
42 % de la collecte nationale est destinée à la fabrication de produits exportés (30 % vers l'UE, 12 % vers les pays tiers), alors que nous n'importons que 20 % de notre consommation, principalement en provenance de l'Union européenne : fromages, beurre, lait liquide...

Le solde commercial, quoique très positif, tend à se dégrader avec l'Union européenne sur la période récente, car les produits importés par la France se sont renchérissés avec la flambée du prix de la matière grasse.

A l'inverse, le solde vers les pays tiers s'améliore, en lien avec le développement des ventes de lait infantile vers l'Asie (qui représentent 38 % des ventes françaises de produits laitiers hors Union européenne). Dans les cinq ans qui viennent, ce secteur est annoncé toujours porteur par les experts du Gira et de l'Idèle, qui tablent sur une progression annuelle de 5 %.

Le fromage arrive en tête des exportations en valeur. C'est le premier produit fabriqué en France. Il représente 35 % du débouché du lait (exprimé en % de la matière sèche utile), suivi par les laits liquides (25 %), les ingrédients secs (21 %) et le beurre (19 %).

**Utilisation de la collecte laitière française  
selon les fabrications et leurs destinations en 2016**  
(en % de MSU)



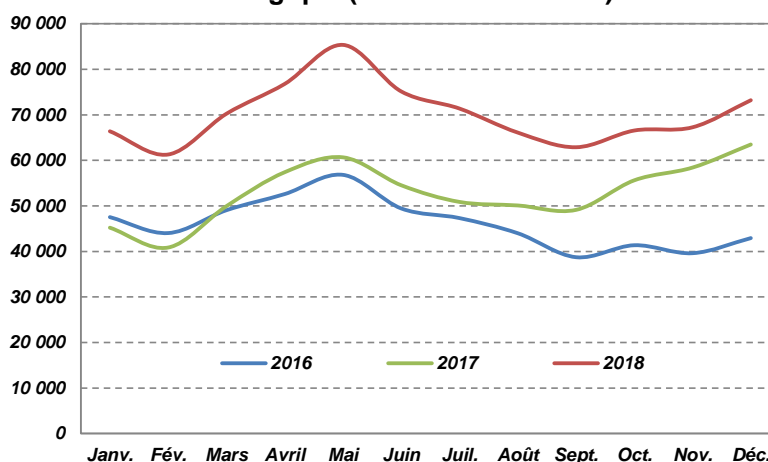
Source : Idèle d'après données Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

### Une demande de plus en plus segmentée

Quel que soit l'échelon géographique, la demande pour des produits éthiques (bien-être animal, mode de production durable) et/ou naturels (pas d'additifs, pas de conservateurs, produits bio, sans OGM...) connaît un succès grandissant, y compris dans les pays émergents.

En France, 19 % du lait est valorisé par un signe officiel de qualité en 2018 (source : Agreste-FranceAgriMer). Les Appellations d'Origine Protégée (AOP) représentent 14,5 % des volumes, suivies par l'agriculture biologique (3,5 %) et dans une moindre mesure par les Indications Géographiques Protégées (IGP) (1 %).

**Evolution de la collecte française de lait  
biologique (en milliers de litres)**



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : FranceAgriMer

La production biologique progresse de façon continue. Son essor a été particulièrement marqué sur les deux dernières années, notamment en raison des tensions sur le prix du lait conventionnel.

En parallèle, de nouveaux signes de différenciation privée se développent, principalement centrés sur les modes de production (lait de pâturage, sans OGM), ainsi que des produits équitables (avec une meilleure rémunération pour les producteurs). Ils sont initiés soit par les producteurs (ou leurs organisations de producteurs (OP)), soit par les transformateurs, et génèrent des plus-values variables pour les producteurs, allant de 6 à 15 euros / 1 000 litres.

La durabilité de ces plus-values est un enjeu fort pour les producteurs. L'exemple de l'Allemagne, pionnière du lait sans OGM (qui représente aujourd'hui la moitié de sa production), peut notamment susciter des inquiétudes, car la différence de prix entre le lait sans OGM et le lait standard est désormais minime.

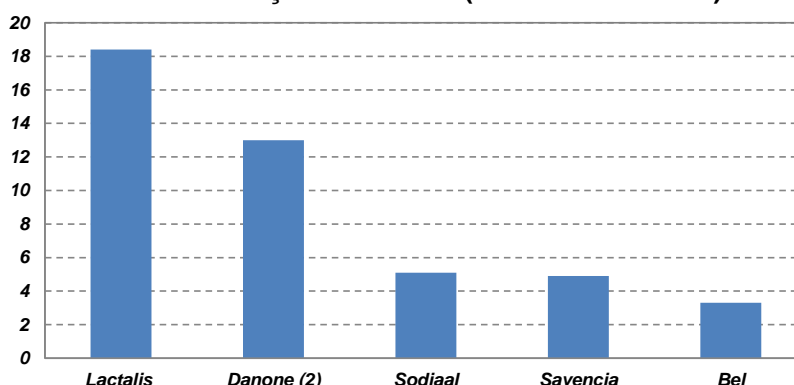
## La filière française investit et se structure

### Transformation : une grande diversité d'acteurs et de produits

La transformation française se caractérise par un poids important des acteurs privés (45 % du lait collecté et 55 % du lait transformé) comparativement aux pays du Nord de l'Europe, dominés par de grandes coopératives nationales (Arla Food, Friesland Campina).

La transformation française emploie 60 000 salariés au sein de 411 établissements et dégage un chiffre d'affaires de 30 milliards d'euros en France (source: Cniel d'après Esane 2015).

**Chiffre d'affaires des cinq premiers groupes laitiers français<sup>(1)</sup> en 2017 (en milliards d'euros)**



<sup>(1)</sup> Chiffres d'affaires monde

<sup>(2)</sup> Activité produits laitiers et produits végétaux

PEP Chambre d'Agriculture Pays de la Loire

Source : Cniel

Outre les cinq leaders de dimension internationale (Lactalis, Danone, Sodial, Savencia, Bel), la France compte de nombreuses entreprises de dimension nationale ou locale, également présentes à l'export (Eurial, Maîtres Laitiers du Cotentin, Laïta, pour n'en citer que quelques-unes...), ainsi qu'un tissu dense de PME et de TPE.

L'industrie laitière française se distingue par sa large gamme de fabrications: produits de grande consommation (avec une segmentation forte par les marques et les signes de qualité) et produits industriels.

Depuis 2007, les transformateurs français ont fortement investi pour renforcer leur poids à l'export, en particulier dans le secteur des poudres infantiles, tout en poursuivant la modernisation et l'innovation dans les autres secteurs d'activité: développement des produits bio, et des produits ingrédients destinés aux entreprises de seconde transformation notamment.

## Investissements : de nouvelles tendances se dessinent

Alors que la rénovation du parc « séchage » est quasiment faite, les investissements reprennent dans le secteur des fromages, pour répondre à la demande croissante de fromages commodités, et de spécialités fromagères.

Le lait conditionné connaît lui aussi un regain d'activité avec des investissements dans le lait infantile en bouteille (MLC), le stockage (site Lactalis dans l'Oise), l'emballage (LSDH dans le Loiret). Quoique morose, le marché de l'ultra frais bénéficie également de nouveaux investissements (Andros, Danone, Yoplait...).

Dans le même temps, les entreprises laitières diversifient leur activité dans le secteur du végétal : à titre d'exemple, Danone a racheté aux Etats-Unis un groupe leader dans les produits à base de plantes, et Flêchard investit dans la fabrication d'un tartinable végétal (So Creamy) pour l'export...

### Mouvements dans l'industrie laitière française

Les dix dernières années ont vu de nombreux mouvements au sein de la transformation laitière. Pour ne citer que les principaux, on retiendra :

- le regroupement en 2009 des activités laitières des trois coopératives Even, Terrena et Triskalia, situées en Bretagne et en Pays de la Loire, au sein de Laïta qui était déjà une union commerciale. L'Armoricaine Laitière les a rejoint en 2015,
- Sodiaal Union, premier groupe coopératif laitier français, s'est implanté en Bretagne en 2011 via le rachat de l'entreprise Entremont-Alliance alors en difficulté financière. En juin 2016, Sodiaal a renforcé son implantation en Normandie en fusionnant avec la Coopérative Laitière de Haute Normandie,
- début 2013, un rapprochement a été amorcé entre la coopérative Terra Lacta (17) et le groupe Bongrain devenu Savencia. Une filiale centrée sur les fromages de chèvre et les spécialités au lait de vache a été créée : « les Fromageries Lescure »,
- en 2013 également, Coralis (35) a fusionné avec Agrial (14) après avoir racheté la laiterie de Derval (44) en 2009,
- fin 2015, le regroupement des activités laitières des coopératives Eurial et Agrial est finalisé. Eurial devient la branche lait de la coopérative Agrial, qui rayonne désormais sur tout le Grand Ouest,
- de nouveaux acteurs à capitaux étrangers se sont également établis en France. Des groupes chinois ont ainsi investi dans le secteur du lait infantile. En 2013, le groupe Biostime (devenu H et H en 2017) s'implique à hauteur de 20 % dans le capital de la coopérative d'Isigny Ste Mère en Normandie ; en 2016 le groupe chinois Synutra International investit dans une usine à Carhaix (29), approvisionnée par la coopérative Sodiaal, et signe également un contrat avec la coopérative « Les Maitres Laitiers du Cotentin ». Ces deux projets connaissent aujourd'hui des difficultés en lien avec les problèmes financiers du groupe Synutra,
- en 2017, la coopérative Agrial a repris la fromagerie Guilloteau en Rhône Alpes, les Maitres Laitiers du Cotentin ont racheté à Sodiaal les yaourts Yéo, et le groupe Lactalis a repris l'entreprise Graindorge.

## Production : la structuration en OP se poursuit

La France compte 57 000 livreurs laitiers (source : SSP – Enquête Annuelle Laitière 2017), relativement bien répartis sur l'ensemble du territoire. Cette répartition équilibrée sur le territoire résulte en grande partie du choix français de lier les droits à produire au sol pendant la période des quotas laitiers. Depuis leur assouplissement progressif, puis leur suppression en 2015, on observe par contre un mouvement de concentration de la production vers les zones les plus denses, en particulier le Grand Ouest.

Confrontés à un nouveau contexte de marché, de moins en moins régulé par l'Union européenne, les pouvoirs publics ont incité la filière à mettre en œuvre de nouveaux modes de fonctionnement pour assurer l'adéquation entre l'offre et la demande, et améliorer l'équilibre des relations entre ses différents acteurs.

A ce jour, plus de 95 % des producteurs ont signé un contrat avec leur acheteur, mais l'organisation sous forme d'OP ne concerne que 40 % de la collecte des entreprises privées (seules concernées par l'obligation de contractualisation) selon un rapport du Sénat publié en 2015.

Les OP (au nombre de 64 en France en juillet 2018) sont majoritairement liées à une seule entreprise de collecte, mais l'objectif à terme est d'évoluer vers des OP plus transversales pour renforcer le pouvoir de négociation des livreurs.

Une AOP s'est ainsi créée dans le Grand Ouest, en octobre 2015. Elle regroupe aujourd'hui huit OP: APLBL (Lactalis), APR (Rolland), Sill-Malo, CLEPS Ouest (Savencia), APBO (Bel), St Père, OP Savigné l'Evêque (Savencia), et OP Triballat. Chaque OP conserve ses missions et continue à négocier avec son acheteur. L'objectif de cette association, qui rassemble 4 000 éleveurs produisant 2 milliards de litres de lait, est surtout de rassembler tous les acteurs de la région pour avoir une cohérence sur le bassin, et faire entendre sa voix auprès des pouvoirs publics français et européens.

Au plan national, les OP souhaitent par ailleurs se regrouper plus largement dans une structure représentative, qui pourrait être associée aux réunions de l'Interprofession Laitière.

## **La contractualisation progresse, avec des règles européennes et nationales qui se précisent au fil du temps**

- Les principes de la contractualisation entre producteurs et transformateurs ont été définis par la Loi de modernisation agricole de juillet 2010, qui a obligé les laiteries privées à proposer un contrat écrit à leurs livreurs.
- En parallèle, les coopératives ont dû mettre leurs statuts et règlement intérieur en conformité avec cette loi. Ce règlement national a été complété en mars 2012 par le règlement communautaire intitulé « Paquet lait », qui a permis la reconnaissance des OP pour négocier collectivement les contrats avec les collecteurs.
- Etape supplémentaire en octobre 2014 : la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt oblige les acheteurs de lait à négocier obligatoirement un contrat-cadre écrit avec les OP reconnues et habilitées, dont chaque contrat individuel devra reprendre les clauses.
- En 2016, la loi Sapin 2 relative à « la transparence, et à la modernisation de la vie économique » est adoptée. Elle vise notamment à assurer une meilleure répartition de la valeur au sein de la filière alimentaire, grâce à des relations commerciales plus transparentes. Parmi les mesures retenues, elle permet de faire référence aux coûts de production du lait et à la valorisation des produits transformés, dans les modalités de détermination du prix payé à l'éleveur.
- Cette mesure se révèle toutefois difficile à mettre en œuvre car trop imprécise. Elle a été remise en chantier dans le cadre des Etats Généraux de l'Alimentation en 2017. La Loi d'orientation agricole Egalim qui en est issue (promulguée fin 2018), confie aux Interprofessions la mission d'élaborer et de diffuser des « indicateurs de référence » des coûts de production. Elles pourront également formuler des recommandations sur la manière de les prendre en compte dans la détermination, la révision et la renégociation des prix.
- Autre avancée récente à l'échelle européenne cette fois-ci : le volet agricole du règlement Omnibus arrêté fin 2017, donne la possibilité aux « agriculteurs, incluant les associations d'agriculteurs, et leur premier acheteur de s'entendre sur des clauses de partage de la valeur [...] », mais cela risque d'être difficile à mettre en œuvre dans un contexte de forte asymétrie de pouvoir entre les acteurs de la filière.
- Dernièrement enfin, en décembre 2018, un accord a été conclu au niveau européen sur un projet de Directive concernant les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne alimentaire. Cette directive vise à interdire une liste de pratiques commerciales jugées abusives entre les PME fournisseurs (dont les agriculteurs et leurs groupements) et les acheteurs qui ne sont pas des PME. Ce texte doit encore être approuvé par le Parlement européen, avant d'être transcrit dans les législations nationales, d'ici deux ans.



La filière laitière occupe une place importante dans l'économie régionale. En 2017 elle a contribué à hauteur de 23 % à la valeur de la production agricole ligérienne<sup>(1)</sup>, générant 1,35 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Plus de 16 000 actifs (en équivalents temps plein) travaillent sur les exploitations laitières, auxquels s'ajoutent 6 700 emplois dans la transformation et de nombreux emplois en amont et en aval.

La région produit et transforme beaucoup plus de lait qu'elle n'en consomme. Elle couvre l'équivalent de 3,5 fois ses besoins, si bien qu'une grande partie des produits laitiers sont expédiés vers d'autres régions françaises et exportés. 17 % du chiffre d'affaires de l'industrie laitière régionale est ainsi réalisé à l'export.

Dans un contexte de volatilité croissante des prix, les entreprises cherchent à accroître leur valeur ajoutée, tant au niveau de la production (par une segmentation croissante notamment) qu'au niveau de la transformation laitière, qui innove et investit pour répondre aux nouvelles attentes des marchés.

### Une production en hausse depuis dix ans

#### Production laitière en 2017

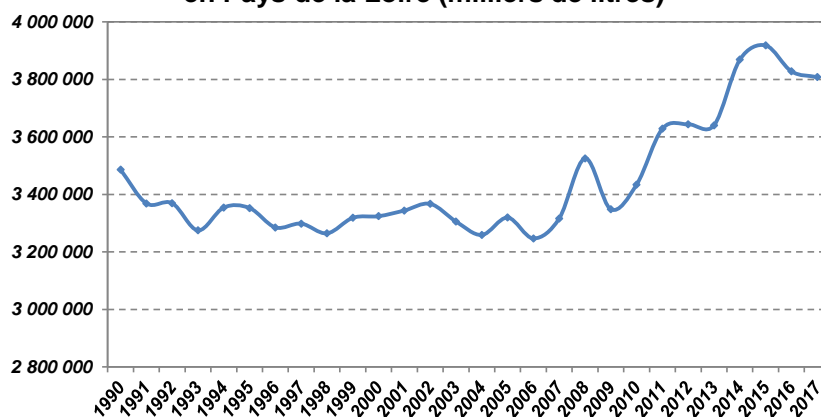
- Livraisons: 3,78 milliards de litres soit 16 % des livraisons nationales.
- Deuxième rang français derrière la Bretagne (22 %).
- 23 % du chiffre d'affaires de l'agriculture régionale (hors subventions).
- Lait biologique: 3,6 % des livraisons régionales.

#### Elevages et actifs en 2017

- 7 874 élevages laitiers dont 479 livreurs de lait biologique.
- 16 500 actifs sur les exploitations (en équivalents temps plein).
- Une dimension laitière moyenne de 480 000 litres par point de collecte.

#### La région a gagné des parts de marché depuis 2007

#### Evolution des livraisons laitières en Pays de la Loire (milliers de litres)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

<sup>(1)</sup> chiffre d'affaires hors subventions et productions fourragères.



Stabilisées autour de 3,3 milliards de litres jusqu'en 2007, les livraisons laitières régionales ont ensuite connu une progression de 16 % en dix ans, plus marquée qu'au niveau national (+7 %) car la région a fortement investi, au niveau des élevages et des entreprises de transformation.

Parallèlement à l'essor des volumes, le profil des élevages ligériens a évolué, avec un fort développement des formes sociétaires qui représentent aujourd'hui 70 % des élevages laitiers, et 90 % des installations aidées.

La livraison moyenne atteint désormais 480 000 litres par point de collecte (contre 280 000 litres dix ans auparavant). Un tiers des élevages a disparu en dix ans malgré un bon taux de renouvellement, de l'ordre d'une installation (avec ou sans aides) pour deux départs.

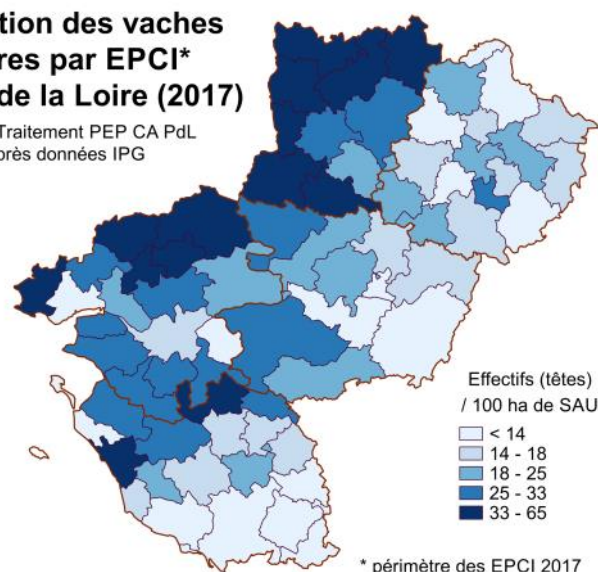
### Un tiers des exploitations régionales produisent du lait

La région Pays de la Loire compte 24 000 exploitations agricoles parmi lesquelles près d'un tiers produit du lait. Le lait est l'atelier dominant dans 70 % des exploitations laitières, mais seul un tiers d'entre elles est spécialisé.

Au côté de l'atelier lait, on rencontre fréquemment d'autres ateliers : les plus fréquents sont la viande bovine (élevage allaitant et/ou engraissement de jeunes bovins), le porc, la volaille, et/ou les grandes cultures.

### Répartition des vaches laitières par EPCI\* en Pays de la Loire (2017)

Source : Traitement PEP CA PdL d'après données IPG



### La production se concentre géographiquement

La production se renforce dans le Nord-Ouest de la région, là où elle est déjà la plus dense. C'est en Mayenne et en Loire-Atlantique que les livraisons ont le plus fortement progressé au cours des dix dernières années.

Evolution des livraisons par département			
(en milliers de litres)	2007	2017	Evolution 2017/07
<b>Pays de la Loire</b>	3 271 882	3 784 330	16%
<b>Loire-Atlantique</b>	763 360	899 440	18%
<b>Maine-et-Loire</b>	589 735	682 657	16%
<b>Mayenne</b>	1 006 755	1 200 621	19%
<b>Sarthe</b>	389 175	421 638	8%
<b>Vendée</b>	522 856	579 934	11%

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

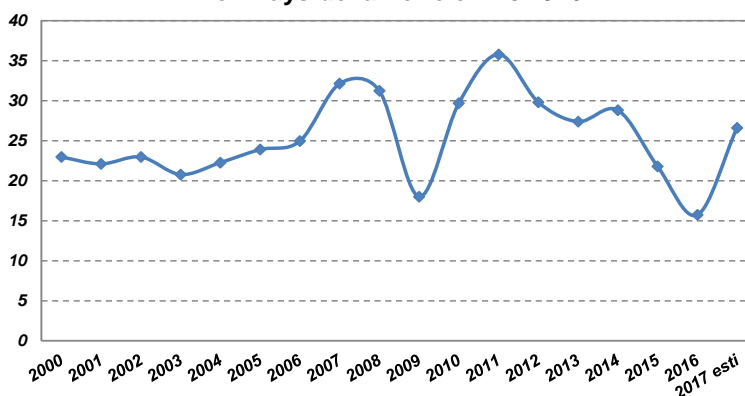
## Des résultats économiques de plus en plus fluctuants avec des dimensions croissantes

Très volatils depuis 2007, les résultats économiques des exploitations laitières ont plongé en 2015 et en 2016, en Pays de la Loire comme dans toute l'Union européenne.

Evoluant entre 20 000 et 25 000 euros / actif non salarié jusqu'en 2005 (en valeur constante 2016), le résultat courant avant impôt (RCAI) oscille désormais entre 15 000 et 35 000 euros.

Au cours des dix dernières années, la dimension des exploitations suivie dans l'échantillon du RICA s'est accrue, de 85 à 101 ha de SAU et de 51 à 63 vaches laitières. La main d'œuvre totale est restée stable (2,1 UTA en 2016 contre 2,0 en 2006), mais avec un recours croissant au salariat : de 0,05 UTA en 2006 à 0,25 UTA en 2016.

**RCAI / actif non salarié de l'OTEX lait en Pays de la Loire en k€ 2016**



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste, RICA

## Des entreprises de transformation nombreuses et diversifiées

### La transformation laitière régionale emploie 6 700 salariés

Ce nombre d'emplois est resté stable au cours des dix dernières années, car les entreprises ont investi et innové pour développer de nouveaux produits (fromages et lait infantile en particulier). Elles ont également accru leurs exportations, en particulier vers les pays tiers (lait infantile, mozzarella,...).

La région compte dix entreprises de fabrication laitière de plus de cinquante salariés, plus six outils artisanaux, de dix à cinquante salariés (source : INSEE -CLAP 2015 et CRCI). Par ailleurs, environ 200 producteurs de lait de vache commercialisent des produits transformés en circuits courts (source : RA 2010 complété par les données cessations - installations 2011-2017). Il peut s'agir de lait cru, de fromages frais ou affinés, ou de glaces.

Parmi les dix entreprises de plus de cinquante salariés, des groupes de dimension européenne et internationale (Lactalis, Bel, Savencia, Sodiaal, Eural) côtoient des PME. Les groupes privés sont plus présents en Pays de la Loire qu'à l'échelle française. Ils regroupent plus de 75 % des emplois régionaux de la transformation laitière.

Parmi les entreprises de transformation laitière, le groupe Lactalis est le premier employeur sur la région (32 % des emplois) suivi de Bel (20 %) et de Savencia (14 %). Viennent ensuite les coopératives Eural, Sodiaal et Laïta (7 à 9 % des emplois chacune).

Les PME emploient 11 % des effectifs salariés de la région. Il s'agit de la fromagerie Vaubernier (entreprise familiale), la laiterie St Père (groupe Intermarché), la laiterie Montaigu, approvisionnée par la coopérative Terra Lacta (dont le siège est en Poitou-Charentes), ainsi que des TPE de dix à cinquante salariés (trois fromageries bio, deux fabricants de fromage de chèvre, et un transformateur de lait de

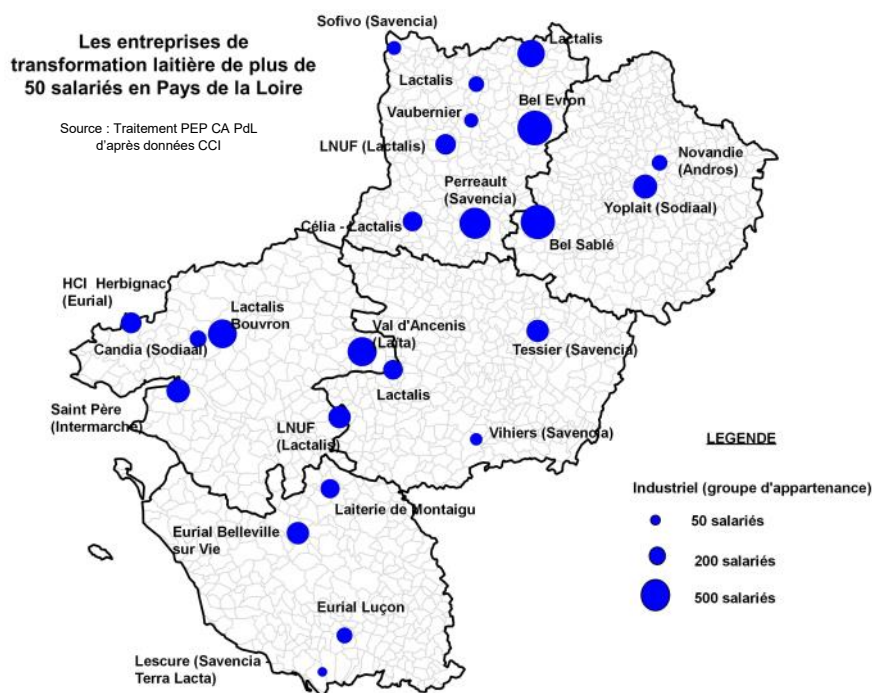
vache conventionnel).

La région compte également un site de production Novandie en Sarthe (groupe Andros). La fromagerie Lescure basée en Vendée est, quant à elle, une filiale à part égale de Savencia et de Terra Lacta.

Le chiffre d'affaires des industries laitières ayant plus de 80 % de leurs salariés dans la région (4 200 salariés sur les 6 700 présents en région) atteignait 3,12 milliards d'euros en 2015 (source: INSEE - Esane).

Pour en savoir plus sur les groupes et les sites de production régionaux, voir le tableau de synthèse en annexe page 26.

## 24 sites de transformation laitière sur la région



## Les flux laitiers entre régions

En termes de flux, la collecte ne connaît pas de frontières régionales. Des échanges ont lieu avec la Bretagne, la Normandie, la Nouvelle-Aquitaine et la région Centre-Val-de-Loire.

Ainsi, une partie du lait ligérien est collecté et/ou transformé par :

- des sites bretons : Lactalis à Retiers et à Vitré (35), Coralys (groupe Eurial) à Cesson sévigné (35), la laiterie de Crehen (Laïta) (22),
- des sites normands : Flécharde à la Chapelle d'Andaine (61), Compagnie des Fromages et Richemonts à Pacé (61), Société Fromagère de Domfront (groupe Lactalis) (61)
- des sites poitevins : Fromagerie Lescure à St Loup-Lamaire (79),
- ainsi que la laiterie LSDH dans le Loiret.

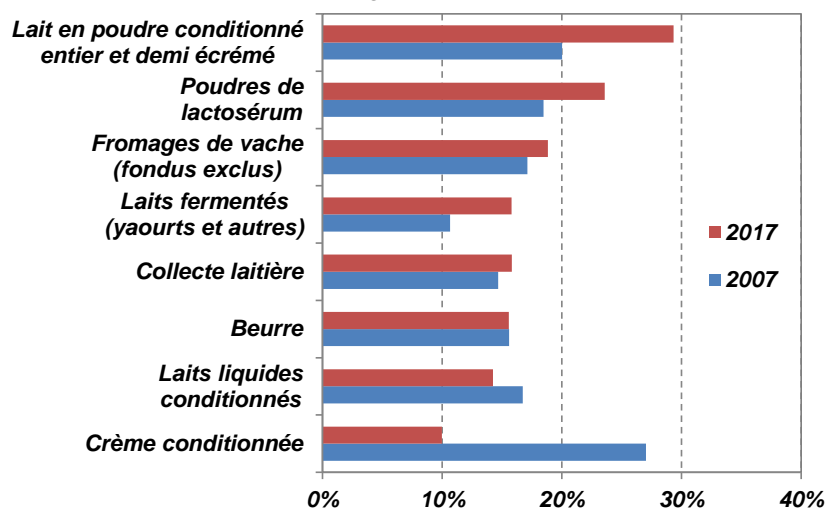
Inversement les sites ligériens s'approvisionnent également à partir des régions voisines.

## Une forte orientation fromagère, qui s'est renforcée après 2007

Plusieurs entreprises régionales sont spécialisées dans la production fromagère : les groupes Bel et Savencia, la laiterie familiale Vaubernier, et la laiterie Novandie, tourné vers l'ultra frais (72). La laiterie de Montaigu (85) est spécialisée en lait infantile et la laiterie St Père (44) fabrique du lait de consommation, des produits frais, du beurre et de la crème.

Les coopératives Sodiaal, Eurial, et Laïta ainsi que le groupe Lactalis, ont une production diversifiée: fromages, produits frais, lait liquide, poudre, ingrédients...

### Part des Pays de la Loire dans les fabrications françaises de produits laitiers



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste, enquête annuelle laitière

## Un bon positionnement national sur le marché des poudres de lait

En parts de marché au sein de la transformation nationale, la région des Pays de la Loire est bien positionnée dans les secteurs des fromages (première région française), de la poudre de lactosérum et du lait en poudre, suivis par les produits frais. Elle a d'ailleurs amélioré son positionnement sur ces différents secteurs entre 2007 et 2017.

Le secteur fromager concentre aujourd'hui deux tiers des salariés et du chiffre d'affaires de l'industrie laitière régionale (contre 50 % en 2007). L'emmental est un produit phare de la région avec un tiers de la production nationale.

En revanche, la contribution régionale aux fabrications nationales de lait liquide, de crème et de beurre est moindre, et tend à diminuer.

Les entreprises Savencia, Laïta, Bel et Eurial ont fortement investi dans les fabrications fromagères. La poudre de lactosérum s'est développée conjointement, avec une valorisation croissante dans les fabrications de lait infantile en poudre.

Les débouchés d'abord très européens (Allemagne, Royaume-Uni...) se sont ensuite élargis vers les pays tiers avec la mozzarella (investissement Eurial à Herbignac puis à Luçon) et le lait infantile en poudre. Le lait infantile a ainsi fait l'objet de nombreux investissements sur la région : groupe Lactalis à Craon (53), laiterie Montaigu en Vendée, Savencia sur son site Sofivo à Pontmain (53) (soit au total, un accroissement de capacité de plus de 50 000 tonnes sur la région).

## Des secteurs moins dynamiques dans la région : lait de consommation et crème

Le secteur du lait de consommation, très concurrentiel, a perdu du poids au cours des dix dernières années.

2014 a vu la fermeture de deux sites (Candia en Sarthe pour massifier l'offre sur le site de Campbon en Loire-Atlantique, et Terra Lacta en Vendée). Dans le même temps, la laiterie St Père, grâce à son client et actionnaire Intermarché, a accru sa capacité de conditionnement de lait UHT en Loire-Atlantique.

En baisse également, les fabrications de crème conditionnée (au profit de la Normandie), alors que celles de beurre se sont stabilisées et sont susceptibles de repartir à la hausse avec la croissance de la demande internationale (projet Laïta à Ancenis).

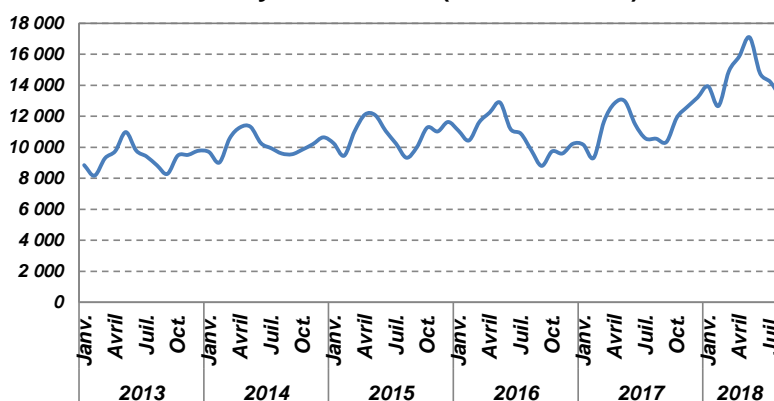
Après un fort développement consécutif au rapprochement Lactalis - Nestlé en 2006, le secteur de l'ultrafrais connaît des turbulences sur la période récente, avec la suppression annoncée par Novandie de soixante postes sur cent-vingt dans son usine de la Sarthe (après de précédentes restructurations industrielles en Bretagne).

## Une présence discrète des signes officiels de qualité, mais un bon positionnement en lait biologique

Les entreprises présentes sur la région se différencient sur le marché par des politiques de marques fortes et par des innovations produits. La différenciation par des signes de qualité (autres que l'agriculture biologique) est par contre très peu présente : on recense quelques produits transformés sous Label Rouge (Mimolette produite par Lactalis à Bouvron : 3 000 tonnes par an, Brie d'Ancenis) ainsi que du beurre AOP Charentes-Poitou, fabriqué en partie en Vendée.

La région assure par contre 24 % de la collecte nationale de lait biologique et celle-ci est en pleine expansion (+28 % au en 2018) pour répondre à la forte demande nationale.

### Collecte mensuelle de lait biologique en Pays de la Loire (en 1 000 litres)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : enquête laitière FranceAgriMer

Une vingtaine d'opérateurs - les principaux intervenants dans la filière laitière biologique - assurent la collecte en Pays de la Loire (Lactalis, Sodiaal, Laiterie St Père, Eurial, ainsi que des collecteurs et/ou des transformateurs spécialisés comme Biolait, la Fromagerie de Montsûrs, les Ets Gaborit...).

La transformation laitière fermière, est quant à elle marginale : moins de 0,2 % de la production régionale (5,6 millions de litres).

**Des débouchés  
principalement hors région  
et à l'export**

Avec seulement 5,5 % de la population nationale, la région produit et transforme près de 16 % du lait français. Elle couvre ainsi 3,5 fois ses besoins (France : 1,2 fois).

En fromage, une part importante des fabrications est destinée à l'exportation : 50 % chez Bel, plus de 60 % chez Lactalis - Célia à Craon, ou Savencia (très tourné vers le marché allemand). Même chose pour le lait en poudre, exporté pour les deux tiers hors de l'Hexagone.

Globalement, 17 % du chiffre d'affaires de l'industrie laitière régionale serait réalisé à l'export (entreprises monorégionales ou quasi monorégionales – source : Esane 2015).

**En 2017, pour mémoire :**

- La région a exporté pour 642 millions d'euros de produits laitiers, dont 53 % vers l'UE en valeur (Allemagne en premier lieu, suivie par le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique). Vers les pays tiers, les envois concernent d'abord l'Algérie, puis la Suisse, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique.
- Les importations ligériennes (295 millions d'euros) proviennent, quant à elles, quasi exclusivement de l'Union européenne (principalement Italie, Pays-Bas, Belgique et Allemagne).
- Le solde excédentaire a atteint 346 millions d'euros en 2017 soit 11 % de la valeur de la production régionale.

### Un nécessaire rééquilibrage des relations commerciales

Dans le Grand Ouest, la production est dense et la concurrence joue très peu entre transformateurs, ce qui place les producteurs en position de faiblesse dans les négociations de prix.

Le maillon transformation rencontre également des difficultés pour s'imposer face aux géants français de la grande distribution dans le cadre des négociations tarifaires qui interviennent chaque année en février.

C'est pourquoi l'Etat et l'Union européenne sont sollicités pour intervenir dans la régulation des pratiques commerciales, avec plus ou moins de succès (voir encadré page 15 sur le contexte réglementaire).

Dans ce contexte de disparités de pouvoir entre les maillons de la filière, les producteurs ont été encouragés à s'organiser au sein d'OP et via la contractualisation.

Alors qu'en France, 40 % de la collecte privée est organisée par les OP, ce taux est plus élevé en Pays de la Loire : il varie de 50 % à près de 100 % selon les entreprises. Il a en effet progressé avec la mise en place de nouveaux cahiers des charges porteurs de plus-values, conditionnées par une adhésion à l'OP (exemple : OP Bel).

### 12 OP présentes sur la région des pays de la Loire

A ce jour, douze OP agréées fonctionnent sur la région :

- trois sont spécialisées dans le lait biologique : la SAS Biolait à vocation nationale, la Société Coopérative lait bio du Maine (53), et l'Association des producteurs de lait biologique Seine-et-Loire,
- deux OP réunissent chacune presque tous les livreurs des deux laiteries régionales : Association des producteurs Saint-Père (44), et OP Vaubernier (53),
- quant aux producteurs livrant aux grands groupes privés, ils sont organisés en OP par établissement, elles-mêmes regroupées en associations régionales ou interrégionales :
  - Association des Producteurs Bel Ouest (APBO),
  - Association des Producteurs de lait Lactalis Bretagne et Pays de la Loire (APLBL), et OP des producteurs Grand Ouest (OPLGO) adhérentes à l'UNELL (Union Nationale des Eleveurs Livrant à Lactalis),
  - Pour le groupe Savencia : quatre OP (une par établissement) adhérent à l'AOP nationale Sunlait, qui est en capacité de négocier prix et volumes.
- France Milk Board, OP à vocation nationale, réunit aussi des éleveurs de la région.



### Des enjeux en termes de compétitivité et de réponses aux attentes sociétales

L'analyse des contraintes et opportunités auxquelles sera soumis le marché laitier dans les années à venir (voir analyse SWOT page 25), met en lumière un certain nombre de défis à relever :

- compétitivité sur les marchés (qui passe par la maîtrise des coûts, l'innovation, la segmentation),
- adaptation des politiques agricoles et commerciales face à une concurrence intra-européenne et internationale croissante,
- enjeux climatiques et environnementaux,
- attentes sociétales en termes de qualité, durabilité, bien-être animal...

Face à ces défis, l'Interprofession a élaboré fin 2017 un Plan de Filière baptisé « France Terre de Lait ». Ce plan de filière est issu des échanges avec les acteurs du commerce et de la distribution, les OP et d'autres interprofessions. Il a retenu trois objectifs principaux à moyen terme :

- définir un cadre interprofessionnel, qui crée des conditions de négociations commerciales plus transparentes, réactives et équitables.  
On peut noter à ce sujet que la prise en compte des indicateurs de coût a été actée dans la Loi Egalim, et qu'à l'échelle européenne, un projet de directive est en cours d'adoption sur les pratiques commerciales déloyales au sein de la chaîne alimentaire,
- créer un socle de référence, le « standard de Haute-Qualité » du lait et des produits laitiers, exprimant l'excellence française,
- offrir aux consommateurs des produits laitiers diversifiés et conformes à leurs attentes, par le biais de segmentations clairement identifiables.

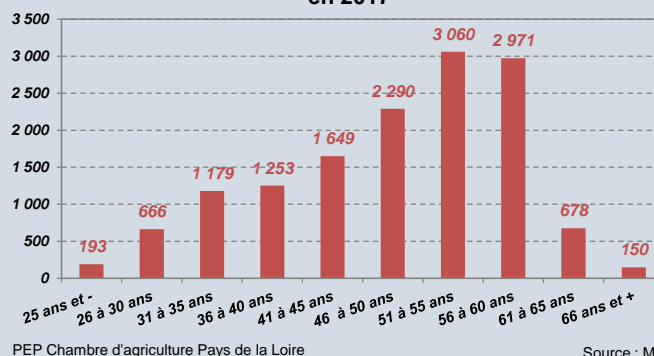
### Le défi démographique

Parmi les autres défis à relever à l'échelle régionale, on peut ajouter la question du renouvellement des générations. En effet, à l'horizon 2027, 43 % des éleveurs laitiers vont partir en retraite.

Si le taux de renouvellement se maintient au niveau des cinq dernières années, soit 47 installations pour 100 départs, la région pourrait perdre 3 200 actifs non-salariés sur les exploitations laitières dans les dix ans qui viennent (23 %).

Dans le même temps, le poids des structures sociétaires continuera à progresser car aujourd'hui seulement 10 % des installations laitières régionales se font dans un cadre individuel.

**Répartition des chefs d'exploitation d'élevages laitiers par classe d'âge en Pays de la Loire en 2017**





## Analyse SWOT du secteur laitier ligérien

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forte densité de production et de transformation</li> <li>• De nombreux emplois dans la filière</li> <li>• Bon potentiel sol - climat</li> <li>• Complémentarité cultures-élevage</li> <li>• Nombreux investissements récents dans les élevages et les IAA</li> <li>• Des produits différenciés, à bonne valeur ajoutée (fromages, poudres infantiles) et des marques fortes</li> <li>• Dynamisme de la production laitière biologique</li> <li>• Des produits qui s'exportent</li> <li>• Des atouts environnementaux</li> <li>• Coût raisonnable du foncier comparativement à l'Europe du Nord</li> <li>• Infrastructures portuaires et routières de qualité</li> <li>• Organisation collective croissante des producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des relations déséquilibrées au sein de la filière (faible poids des OP face aux grands groupes)</li> <li>• Dépendance vis-à-vis des aides PAC, dont le niveau baisse pour les systèmes les plus intensifs</li> <li>• Peu de produits sous signes officiels de qualité</li> <li>• Vieillesse des actifs</li> <li>• Certaines exploitations fragilisées par les investissements récents</li> <li>• Une production moins attractive avec la baisse de la rentabilité</li> <li>• Une dépendance protéique des élevages</li> <li>• Des besoins croissants en capitaux</li> </ul>
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consommation nationale importante et diversifiée (segmentation), même si elle est maintenant stabilisée</li> <li>• Demande mondiale croissante en tendance lourde, tournée vers des produits à bonne valeur ajoutée</li> <li>• De nouvelles valorisations des produits laitiers (non alimentaires)</li> <li>• De nouveaux débouchés potentiels avec les accords bilatéraux en négociation ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ralentissement de la croissance économique des pays émergents</li> <li>• Concurrence intra-européenne croissante, avec des risques de distorsions si renationalisation de la PAC</li> <li>• Menaces de déséquilibre du marché suite au Brexit</li> <li>• Risques de progression des importations si accord bilatéral avec Océanie/Etats-Unis</li> <li>• Qualité alimentaire et sanitaire du lait contestée. Influence croissante des mouvements flexitaristes et vegans....</li> <li>• Aléas climatiques et sanitaires croissants</li> <li>• Tensions commerciales et diplomatiques à l'échelle internationale</li> <li>• Croissance des coûts de productions (énergie, intrants, main d'œuvre)</li> <li>• Pression sur l'approvisionnement en tourteaux si réduction du soutien au biodiesel français</li> </ul>



L'analyse qui précède met en évidence les nombreuses mutations déjà engagées en Pays de la Loire pour s'adapter aux évolutions du marché laitier :

- réorganisation et investissements des entreprises de transformation,
- structuration des producteurs au sein des OP et AOP,
- évolution des modes de production (agriculture biologique, lait de pâturage, alimentation sans OGM...) pour proposer un produit plus segmenté, et dégager plus de valeur ajoutée,
- accroissement de la dimension et modernisation des élevages.

Ces adaptations ont permis à la région de se positionner sur les nouveaux marchés porteurs au plan national et à l'export, et soulignent les atouts de la filière laitière ligérienne,

- tant au niveau de la production : qualité des sols, climat favorable, systèmes de production diversifiés, savoir-faire et motivation des éleveurs, modernisation des exploitations,
- qu'au niveau de la transformation : présence de groupes de dimension européenne et de PME, nombreuses restructurations en cours, recherche et innovation, large gamme de produits fabriqués et marques renommées.

## Annexe : groupes et sites laitiers présents en Pays de la Loire



### Entreprises de transformation de lait vache en Pays de la Loire (plus de 10 salariés) \*

Classes de dimension (effectifs en Pdl)	Entreprises /groupes	Sites en Pays de la Loire	Siège social	Statut	Produits fabriqués en Pays de la Loire	Marques
<b>10 à 49 salariés</b>	Fromagerie de Montsurs	53 - Montsurs	53 - Montsurs	Privé	Fromages biologiques : Camembert et Brie	Le Petit Montsursais
	Fromagerie Bio du Maine	53 - Entrammes	53 - Entrammes	Coopératif	Fromage biologique	L'Entrammes
	Tibballat	44 - Pornic (Le Curé Nantais)	35 - Noyal sur Vilaine	Privé	Fromage à pâte molle	Le Curé Nantais
	Union Laitière de la Venise Verte	85 - Maillezais	85 - Maillezais	Coopératif	Fromage et poudre de lait infantile (vache et chèvre)	Le Petit Maillezais
	Bernard Gaborit	49 - Maulévrier	49 - Maulévrier	Privé	Fromages et desserts bio (vache et chèvre)	Gaborit
<b>50 à 199 salariés</b>	Fromageries Lescure	85 - St Michel en l'Herm	78 - Viroflay	Filiale Privé/coop	En 85, fabrication de lait concentré uniquement	en Poitou Charente, fromage de vache le Mortin
	Vaubernier	53 - Martigné sur Mayenne	53 - Martigné sur Mayenne	Privé	Fromages à pâte molle	Le Bon Mayennais
<b>200 à 499 salariés</b>	Andros	72 - Savigné l'Évêque (Novandie )	46 - Biars sur Cere	Privé	Yaourts, fromages frais	Manie Nova
	Laiterie de Montaigu	85 - St Georges de Montaigu	85 - St Georges de Montaigu	Privé	Poudre infantile, beurre, crème	Montaigu et AOP Charente Poitou en beurre
	Intermarché	44 - St Père en Reiz (laiterie St Père)	75 - Paris	Privé	Lait UHT, beurre, crème fraîche, desserts	Marque Pâturage pour Intermarché et autres MDD
<b>500 à 799 salariés</b>	Sociaal	44 - Campbon (Candia)	75 - Paris	Coopératif	Yaourts, lait UHT, ingrédients secs	Yoplait, Candia
	Laita	44 - Ancenis (laiterie du Val d'Ancenis)	29 - Brest	Coopératif	Beurre	Paysan Breton
<b>800 à 999 salariés</b>	Savencia	49 - Fromagerie de Vihiers et Fromagerie Tessier (Cornillé les Caves)	78 - Viroflay	Privé	Fromages	Pâtes fraîches Tartare, St Moret, Petit Louis à Vihiers, pâtes molles chez Tessier, pâtes molles et pressées Vieux Pané, Foi Epi chez Perreault
		53 - Fromagerie Perreault (Ch Gontier)				
<b>Plus de 1 000 salariés</b>	Eurial	85 - Bellevigny et Luçon	44 - Nantes	Coopératif	Beurre et crème à Bellevigny 85, mozzarella à Herbignac et Luçon, lait conditionné à Campbon	Grand fermage, Maestrella, Agrilat, Bionat
		44 - Herbignac et Campbon				
		53 - Evron et Mayenne	92 - Suresnes	Privé	Pâtes pressées, fromages fondus, poudres	Babybel et miniBabybel, Kir, Cousteron
Lactalis	Bel	72 - Sablé				
		53 - Laval, Charçigné, Craon	53 - Laval	Privé	Emmental, Camembert, poudre infantile, beurre, produits industriels, yaourts, desserts	Lactel, Président, Milurmel, La Laitière (Lactalis- Nestlé)

\* ne figurent pas dans ce tableau :

- les entreprises qui ne transforment que du lait de chèvre : Loïc Chupin en 85
- les entreprises qui ne font que de la collecte : Terra Lacta à St Michel en l'Herm, LSDH à Beaupreau



Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
«développement agricole et rural»



**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
PAYS DE LA LOIRE

#### Pôle Economie et Prospective Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60  
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57  
Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70  
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09  
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)  
Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)  
Mail : gilles.lemaignan@pl.chambagri.fr (Nantes)  
Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr (Laval)  
Mail : pascale.labzae@pl.chambagri.fr (Le Mans)